

PARIS-CENTRE

QUATORZIÈME ANNÉE - N° 4.867

ABONNEMENTS:
UN AN SIX MOIS TROIS MOIS
Nécessaire et limit... 44.00 25.00 13.00
Autres départements... 52.00 28.00 15.00
Union Postale... 62.00 34.00 18.00

Régional Quotidien
QUINZE CENTIMES

Administration et Rédaction (TÉLÉPHONES : 2-17 et 2-18) : 3, Rue du Chemin-de-Fer. NEVERS

Directeur : P. R. SAINT-POL

COMPTE DE CHEQUES POSTAUX : PARIS 272-43

PUBLICITE — Annonces et réclames : 3, rue du Chemin-de-Fer, à NEVERS

SAMEDI

24

JUIN 1922

La Charrue avant les bœufs

50.000 fonctionnaires doivent être supprimés avant le début de 1923, a stipulé le Parlement, en mal d'économies, dans sa loi de finances du 31 décembre 1921. Ordre formel donc, prescriptions impératives devant les-quelles, si puissants soient-ils, doivent s'incliner ministres et président du Conseil. Avant même que soient expirées les vacances du jour d'aujourd'hui, les chefs de services, ils ont, à grands coups de ciseaux, opéré des tailles sombres dans l'armée de leurs subordonnés, priant ici les auxiliaires à chercher d'autres emplois, rappelant là aux anciens qu'ils étaient d'âge à prendre leur retraite.

La mesure est en voie d'exécution, le ministre des Finances dans l'établissement de son projet de budget, a tenu compte des sommes que laissent à sa disposition ces exécutions sommaires ; mais le but poursuivi n'est pas atteint. Nos finances sont loin d'avoir retrouvé leur élasticité ; le gouffre du déficit est plus béant que jamais ; 4 milliards manquent à notre grand argentier pour pourvoir à ses dépenses.

Il a l'intention, ne pouvant les demander à l'impôt, de recourir à l'emprunt, croissant ainsi un trou nouveau, pour en boucher un autre. L'argent, que lui rapportera son appel au crédit, lui aura été avancé contre la promesse d'arrérages ; l'année prochaine et les suivantes, pour le payer, il sera, lui ou ses successeurs obligés de créer des taxes nouvelles. Aux plaintes des auxiliaires disgraciés, des nouveaux retraités, se joindront celles des contribuables suretaxés. D'autres hécatombes de fonctionnaires seront demandées, exigées, votées. Il sera impossible de les accorder. D'une part, le statut des fonctionnaires, pierre d'achoppement à toute compression du personnel s'y oppose ; d'autre part, la marche régulière, normale des services le défend.

Toutes les administrations de l'Etat, sauf celle du ministère des Finances, sont touchées par la loi de finances. Les plus atteintes sont celles de la Marine (services civils) de l'Artillerie, des Postes et Télégraphes, des Chemins de fer de l'Etat. On a procédé également et judicieusement ; seules des considérations d'ordre technique sont entrées en ligne de compte, on a agi pour le mieux et de la façon la plus économique et la plus conforme aux intentions du Parlement, nous le disons en toute loyauté, tout en reconnaissant toutefois que la majorité du public s'aperçoit des lacunes, qu'elle préférerait le retour au passé.

Pour l'excellente raison que nos représentants au Parlement toujours impulsifs, ont mis, selon leur habitude d'ailleurs, la charrue avant les bœufs. Tous, nous récrimons contre la multiplicité des fonctionnaires, tous, nous demandons la réduction de leurs effectifs, tous, nous protestons énergiquement contre l'inefficacité de leurs fonctions. Il serait bon toutefois de s'entendre. Les agents de l'Etat n'ont pas été recrutés pour ne rien faire, ou simplement, pour ennuyer le public ; au contraire, ils ont plus de travail qu'ils ne peuvent en absorber, en raison des innombrables formalités exigées de chacun de nous. La moindre pièce doit être copiée un nombre infini de fois, inscrite sur des registres ad hoc, renvoyée de bureau en bureau, de service en service, afin d'être examinée et étudiée. Elle est ensuite soumise au visa des sous-chefs, du chef de bureau, du directeur intéressé. Décision est prise.

La pièce signée, paraphée, revient en suivant la voie hiérarchique, à son destinataire. En combien de mains a-t-elle passée, combien de voyages de bureau à bureau elle a effectués, combien de déplacements elle a sollicités, que de temps elle a fait perdre. Pour s'en apercevoir, il n'y a qu'à entrer dans un bureau de l'Etat ; tous les employés se retiennent, les uns aux autres les documents reçus, les lisent, les approfondissent, puis l'un d'eux se détache, court à un bureau voisin, où sans aucun doute se renouvellent les mêmes opérations de contrôle ou de visa.

Les fonctionnaires réduits en nombre, ayant le même travail, seront obligés de demander des heures supplémentaires, dont ils seront rémunérés. Donc d'économies, point, ainsi qu'on ne tardera pas à s'en apercevoir, lors des demandes d'ouverture de crédits supplémentaires. Par contre, les affaires seront moins rapidement traitées.

Au lieu d'avoir commencé par réduire le personnel en surcroît, il eût été beaucoup plus simple, plus utile de simplifier, de perfectionner chaque service, d'éliminer toute la paperasserie encombrante, de procéder à un regroupement des fonctions, à celui notamment des liaisons entre les bureaux. De cette façon le personnel en surcroît aurait disparu aussitôt, aurait été désigné par les résultats mêmes du travail de simplification.

A maintes reprises, nous l'avons écrit : supprimer des milliers de fonctionnaires avant de modifier les services, c'est désorganiser tout, c'est surcharger le travail de ceux qui restent, c'est arriver à des accumulations de besogne, à des retards, à des malfunctions. Simplifier d'abord, congédier ensuite. Voilà, écrit la « Correspondance politique et littéraire », quelle était la méthode à adopter. Il est vrai que si l'on y avait eu recours, les études en ce sens auraient demandé des mois, des années peut-être, et pendant ce temps, aucune réduction de dépenses n'aurait été réalisée sur le personnel. Mais y en aura-t-il, avec le système employé ? Moins que probable. Avant quelques mois, les ministres à court d'emplois, demanderont leur rétablissement, augmenté de quelques unités.

Au ministère des Finances, non touché, il faudra des milliers de contrôleurs et aides-contrôleurs, dans le cas où les malheureux fonctionnaires du ministère seraient malheureusement réduits.

Au Sénat M. Soulier interpelle sur les fusillés de Vingré

La loi ne permet pas de poursuivre les responsables

PARIS, 23 juin. — M. Boudenot, vice-président, ouvre la séance à 15 heures. Le Sénat discute sur la demande de M. Maginot, l'interpellation de M. Soulier (Loire), sur l'affaire dite des fusillés de Vingré.

En quelques mots, M. Soulier rappelle les faits et donne lecture de l'ordre du jour de la sixième armée lancée après l'exécution des fusillés de Vingré pour abandon de poste.

La Cour de Cassation poursuit l'œuvre, a annulé la sentence en janvier 1921 et proclamé l'innocence des six condamnés, d'où mouvements d'opinion très violents.

M. Soulier rappelle que ses précédentes interpellations sur les retards apportés aux sanctions qui devaient être prises, furent toujours ajournées pour complément d'enquête.

M. Péronnet et moi, dit-il, nous avons écrit au ministre pour appeler son attention sur certains faits. Nous signalions les présomptions de forfaiture qui nous semblaient établies à l'égard de certains juges militaires.

M. Soulier expose que la responsabilité des faits a été privée des condamnés de toute garantie, de tout moyen de se défendre et demande si les généraux de Villaret et Julien, ne se sont pas rendus coupables de forfaiture. Le premier en passant outre à l'ordre d'interdire au général Julien, le deuxième en souscrivant à la mesure prise par le général de Villaret.

M. Soulier termine en demandant des sanctions et une réparation éclatante aux familles des victimes.

La loi ne permet pas de prendre des sanctions

M. Maginot, répondant au sénateur de la Loire, reconnaît que les six fusillés ont été privés de garanties auxquelles ils avaient droit et qu'ils ont été jugés, condamnés et exécutés dans des conditions inadmissibles.

On demande, dit-il, et c'est nécessaire, des punitions pour les responsables, mais il faut voir si la loi nous donne le droit de prendre des sanctions pénales ou disciplinaires.

M. Maginot donne lecture au Sénat de la réponse de M. Le Poittevin, vice-président de la Cour d'Appel de Paris, consulté au sujet des sanctions pénales.

La responsabilité, dit-il, pèse principalement sur le général Julien et le lieutenant Achalmé, commissaire rapporteur.

Le général Julien est mort. Quant au commissaire rapporteur, dit M. Le Poittevin, il n'a fait qu'exécuter les ordres donnés, en ce qui concerne la mise en jugement. Il n'a cependant pas suffisamment organisé la défense, mais vu les circonstances, il ne peut y avoir ni crime ni délit, mais une faute professionnelle.

M. Le Poittevin conclut que dans l'état actuel de la législation aucune sanction ne peut être prise contre les officiers incriminés.

Cette consultation de M. Le Poittevin, continue M. Maginot, a été communiquée au président de la commission des pensions à la Chambre, qui a conclu lui aussi qu'aucune poursuite spéciale ne pouvait être légalement engagée.

M. Soulier dit que pour lui le général de Villaret est le véritable coupable.

Le Sénat adopte ensuite à mains levées un ordre du jour de M. de Monzie faisant confiance au gouvernement afin d'établir le retour d'actes aussi douloureux et en invitant à déposer et à défendre un projet d'amnistie, applicable à tous les délinquants militaires, à l'exception des déserteurs et des insoumis.

Les Marie-Louise

On passe à la discussion de l'interpellation de M. Brard sur les causes du naufrage du cargo Albert-Tailandier, et sur la construction des cargos « Marie-Louise ».

M. Rio rappelle que les « Marie-Louise » avant de prendre la mer avaient obtenu le permis de navigation, conformément à la loi de 1907.

Aussitôt après les premiers accidents, une commission a été constituée sous la présidence de M. Laubeuf. Cette commission a constaté que la stabilité de ces navires était excellente et que ces navires pouvaient naviguer sans danger sous la condition que le chargement soit bien armé.

Les accidents qui se sont produits ont dû avoir pour cause un mauvais armement de cargaison, ou la non étanchéité de certains ballasts.

La suite de la discussion est renvoyée à mardi.

UNE INTERPELLATION AU SUJET DES FUSILLÉS DE FLIREY

PARIS, 23 juin. — M. Valière, député socialiste de la Haute-Vienne, a adressé à M. Barthou, ministre de la Justice, une lettre dans laquelle il rappelle l'arrêt rendu par la Cour de cassation au sujet de l'affaire des fusillés de Flirey.

Il s'indigne que la loi actuelle ne permet pas de rendre l'honneur et les moyens d'existence aux parents des quatre morts qu'on fusilla pour l'exemple.

Il ajoute qu'il aura l'honneur d'interpeller M. Barthou pour connaître ses intentions à l'égard des familles des victimes.

Les Allemands dépouillent et maltraitent des ouvriers polonais

VANNOYE, 23 juin. — Un groupe d'ouvriers polonais engagés pour travailler dans les mines françaises, au nombre de 120, avec leurs familles, a quitté ces jours-ci Posen.

A Berlin, au train qui les transportait, on accrocha quelques wagons dans lesquels se trouvaient des Allemands armés.

A Stendhal, ces derniers ouvrirent brusquement les portes des wagons des Polonais, les menacèrent de mort et maltraitèrent les femmes.

Les Allemands ordonnèrent aux Polonais de se dévêtir, puis emportèrent vêtements,



Phot. Rol. CI, Paris-Centre. L'Empereur d'Annam en France. De gauche à droite : S. M. KHAI DINH ; le Prince héritier et M. SARRAULT, Ministre des Colonies

Que n'aurait pas écrit au jourd'hui ce qui évoqua jadis, pour nous, en un jour d'orientales nostalgies, les lointains mystères du pays des pagodes et des mandarins, des robes soyeuses et des toits bis-cornus, qui prolongent, en se reflétant dans les lacs de rêve, leurs formes invraisemblables. Judith Gautier, qui anima avec tant de talent les petits héros d'un si grand Empire, les peuples les plus indifférents, car, s'il est un prince de par le monde que préoccupe le sort de ses sujets, c'est bien celui qui nous fait l'insigne honneur de venir confier à nos soins son fils aîné, qui doit être son héritier, S. A. Vinh-Thuy.

Peut-être il est vrai, aurait-elle mis au compte des races du monde révolutionnaire russe ignore les utilitaires qui, en une époque comme la nôtre, inclinent les peuples les plus indifférents, car, s'il est un prince de par le monde que préoccupe le sort de ses sujets, c'est bien celui qui nous fait l'insigne honneur de venir confier à nos soins son fils aîné, qui doit être son héritier, S. A. Vinh-Thuy.

LA DEUXIÈME AUDIENCE DE L'AFFAIRE JOBIN

La lecture d'une lettre de Burger prédispose contre lui une grande partie de la salle

PARIS, 23 juin. — Il y a peu de monde au début de la deuxième audience de l'affaire Jobin qui s'ouvre, aujourd'hui, à 14 heures.

Le docteur Paul, médecin-légiste, expose que les constatations faites sur la tête retrouvée au bois de Clamart et sur le tronçonné en Seine, permettent d'identifier les restes de Jobin. Il estime que Burger a pu commettre seul le dépeçage d'ailleurs sommaire.

M. Louis Jobin, frère de la victime, explique comment il acquit peu à peu la conviction que les assassins de son frère étaient sa femme et Burger.

Mon frère Gaston, dit-il, était un homme faible, une fillette, il avait peur de sa femme et n'osait se séparer d'elle.

Les trois sœurs de la victime viennent ensuite dire les versions d'Estelle Jobin après la disparition de leur frère. Elle leur dit tout d'abord que son mari avait déserté, puis elle ajouta qu'il était parti avec une amie en l'abandonnant.

Le ménage ne fut jamais bien uni, constate une de ses sœurs, mais tout de même nous ne pensions pas que sa femme en arriverait là.

M. Hermann, concierge qui connut le ménage Jobin vient dire qu'il n'avait aucune estime pour Mme Jobin qui avait une conduite légère. Quant à Jobin, c'était un homme très bon.

La lettre accusatrice

Après audition de quatre autres concierges dont les dépositions sont sans grand intérêt, l'audience est suspendue à 14 h. 15.

A la reprise de l'audience, M. Alcide Delmont, remet au président Drioux, une lettre de Burger, adressée au début de sa captivité à un ami, M. Vigoroux.

M. Drioux donne lecture de cette lettre où Burger déclare avoir agi sous l'influence de la passion. Le président souligne ce passage :

« Pour la justice, je ne suis pas coupable, et l'opinion publique m'est favorable ; les juges et moi avons tout peur que je ne m'accuse pour épargner mon amie. »

Cette lecture produisit une grosse impression.

Burger apparaît plus nettement comme le principal coupable et tel qu'un homme décidé qui a agi sans se faire influencer.

Mais voici qu'on fait entrer celui qui a reçu la lettre.

M. Vigoroux déclare :

J'ai reçu cette lettre par quelqu'un qui venait de la Santé. Je n'ai pas cru devoir la remettre à la justice à ce moment-là. Je l'ai remise aujourd'hui parce que j'ai vu ce matin, dans les journaux, que Burger était accusé. Mme Jobin, la justice pourra ainsi voir que c'est Burger le coupable.

Burger décontenancé reconnaît son écriture. Pendant cette déposition, il s'est assis et paraît très abattu.

Le défilé des témoins

Le défilé des témoins continue, monotone. Passent successivement : une femme de chambre, un avocat de légation suisse, un expert comptable, un officier, le capitaine Devar, qui a connu Burger pendant la guerre et qui déclare que celui-ci était estimé de tous ses chefs et de ses camarades.

« Je la maudis ! »

Puis on entend la mère de Burger. Elle peut à peine parler. Elle se tourne vers la femme Jobin et s'écrie à travers les sanglots.

Je la maudis. Soyez indulgents pour mon fils.

L'audience suspendue à 16 h. 45, est reprise un peu plus tard.

La parole est donnée à M. Garçon, avocat de la partie civile.

M. Garçon dit que les deux accusés ont apporté dans le crime une part à peu près égale. Il établit la longue préméditation, la lâcheté de l'assassinat, froid et méthodique et reproche aux deux accusés d'avoir tenté ensuite de déshonorer leur victime.

La Chambre discute les crédits pour les troupes du Levant

M. Poincaré obtient un vote de confiance

PARIS, 23 juin. — La séance est ouverte à 15 heures, sous la présidence de M. Poincaré. La Chambre discute le crédit de 180 millions de francs, destiné à l'entretien des effectifs de l'armée du Levant.

M. Chappedelaine expose que la commission des finances a décidé de réduire ces crédits à 164 millions, dont quatre sont destinés au rapatriement des troupes. Au dernier trimestre 1922, il restera en Syrie, 200.000 hommes.

M. Chappedelaine estime que c'est trop, et qu'il suffirait de la moitié.

Il rappelle l'administration du général Gouraud, qui reprochait notamment d'user de droits abusifs de répression et d'amnistie.

L'orateur soulève de violentes protestations quand il affirme que, sans l'intervention des Etats-Unis, les désirs de l'impérialisme se réaliseraient en Syrie.

M. Poincaré oppose à M. Berton le démenti le plus formel.

Il n'y a jamais eu de conflit, dit-il, entre la France et les Etats-Unis.

M. Berton, violemment interrompu par les protestations de nombreux députés, affirme que les peuples d'Orient ont maintenant le regard tourné vers Moscou.

M. Bokanowski, rapporteur général, expose les raisons purement financières qui ont décidé la commission à demander que les effectifs de l'armée du Levant soient ramenés à 200.000 hommes.

M. Prevet déclare que lui et ses amis voteront les crédits nécessaires pour assurer la sécurité des troupes françaises en Syrie.

Il faut d'abord consulter le général Gouraud

M. Poincaré déclare que le gouvernement réalisera, en Syrie, comme partout ailleurs, toutes les économies compatibles avec la défense nationale, dès qu'il aura consulté, à ce sujet, le général Gouraud.

En attendant, il prie la commission de limiter le projet à une période de quatre mois.

Il déclare se refuser à suivre M. Berton dans ses théories bolchevistes.

La France, ajoute-t-il, s'efforcera de réduire ses effectifs aussi bien dans l'intérêt de nos soldats que de ceux des populations, et de celui des populations, qui verront avec satisfaction cesser le régime militaire.

M. Dariac, président de la commission des Finances, prend acte des déclarations du président du Conseil et demande à la Chambre de voter un nouveau texte ouvrant un crédit de 107 millions pour l'entretien pendant quatre mois, de l'armée du Levant.

Après de courtes interventions de MM. Laffont et Guérin, on passe à la discussion de l'article unique du projet.

M. Daladier soumet un amendement tendant à réduire les crédits, estimant que la France ne doit pas entretenir en Syrie plus de 10 à 12.000 hommes.

Après une intervention de M. Lenail qui s'étonne que l'on propose encore des réductions d'effectifs, M. Poincaré dit :

Nous ne colonisons pas la Syrie

Il est certain que nous ne sommes pas en Syrie, pour faire de ce pays, une colonie ; nous y sommes pour développer l'influence française, pour faire aimer la France.

Le mandat de la France qui n'est pas nettement défini, consiste surtout à faire rapprocher les nationalités sous l'égide de la France.

L'équilibre désirable n'est pas complètement établi. Ce n'est pas la faute de la France si nous ne sommes pas en paix avec la Turquie.

Nous avons à tenir compte des intérêts de nos alliés, notamment de ceux de l'Angleterre et de l'Italie, qui n'ont pas signé la paix avec la Turquie.

Nous avions l'année dernière 70.000 hommes mais l'année dernière a été réduite de moitié. Après une réduction si considérable, le gouvernement ne peut pas accepter aucune réduction sans s'être mis d'accord avec le général Gouraud.

L'amendement Daladier repoussé

M. Poincaré demande à M. Daladier d'attendre au 1er octobre les propositions du gouvernement.

Si vous maintenez votre amendement, dit-il, j'aurai le regret de le repousser et de poser la question de confiance.

M. Chappedelaine se rallie à l'amendement de M. Daladier.

M. Blum, au nom des socialistes, dit qu'il votera cet amendement.

L'amendement Daladier, tendant à la réduction des effectifs de l'armée du Levant, est repoussé par 387 voix contre 181.

L'Etat a-t-il le droit de licencier le personnel des arsenaux ?

On passe à la discussion des interpellations Goudé et Balanant, au sujet du licenciement des ouvriers, agents techniques et commis administratifs de la Marine.

Une circulaire du ministre de la Marine, dit M. Goudé, prévoit du licenciement dans le personnel des arsenaux, et pense que l'on fera une réduction de cinquante mille fonctionnaires.

Le ministre n'a pas le droit d'effectuer ce licenciement. Les fonctionnaires dont il s'agit ont un contrat avec l'Etat, un droit à la retraite et une limite d'âge. Des sanctions seraient illégales.

La loi prévoit que seront supprimés les fonctionnaires en surnombre, par rapport aux effectifs de la marine. Il n'y a pas surnombre dans le personnel de la marine.

La suite de la discussion de M. Goudé est renvoyée à mercredi.

Les poursuites contre M. Perchot

PARIS, 23 juin. — La commission chargée d'examiner la demande en autorisation de poursuites contre M. Perchot, s'est réunie ce matin sous la présidence de M. Hervey. Le rapporteur, M. Pouille, a développé ses conclusions favorables à la levée de l'immunité parlementaire, que du reste réclamait M. Perchot lui-même.

A l'unanimité, la commission a approuvé ses conclusions et a décidé qu'il y avait lieu de faire droit à la requête du Procureur.

La situation actuelle de l'infanterie française

Les effectifs des officiers sont plus nombreux sauf pour les grades de capitaines et de sous-lieutenants

A la date du 1er octobre, l'armée de l'infanterie comprenait :

113 régiments d'infanterie dont 9 ont été dissous depuis :
31 bataillons de chasseurs à pied ;
5 groupes de chasseurs cyclistes ;
6 régiments de zouaves ;
29 régiments de tirailleurs algériens ;
8 régiments de tirailleurs tunisiens ;
6 régiments de tirailleurs marocains ;
5 bataillons d'infanterie légère d'Afrique ;
4 régiments étrangers ;
1 régiment de sapeurs-pompiers.

Effectif des officiers

Si l'on compare le nombre des officiers dans chaque grade au 15 juillet 1921 avec celui porté sur l'annuaire de 1914, on trouve les chiffres suivants :

	1914	1921	Différence
Colonels	210	333	+ 123
Lieutenants-colonels	356	505	+ 149
Chefs de bataillon	1.278	1.907	+ 629
Capitaines	5.763	5.330	- 433
Lieutenants	4.064	4.878	+ 814
Sous-lieutenants	984	408	- 576

Avancement

L'importante question d'avancement a été modifiée par la guerre, ainsi qu'il ressort des constatations suivantes. Ont été nommés :

Colonels, les lieutenants-colonels ayant 4 à 6 ans de grade ; lieutenants-colonels, les chefs de bataillon ayant 5 à 7 ans de grade ; chefs de bataillon, les capitaines ayant 7 à 9 ans de grade pour le choix et 11 ans pour l'ancienneté.

Pour les lieutenants, l'ancienneté actuelle est de 5 ans 7 mois ; mais d'importantes modifications de prise de rang motivées par la loi du 30 mars 1921, ayant jeté une perturbation dans la liste établie, il n'est pas possible, en ce moment, de suivre les nominations faites à l'ancienneté.

Toutefois, remarquons que l'ancienneté des capitaines et des lieutenants a sensiblement diminué dans l'infanterie, car en 1914 il fallait 16 ans de grade aux capitaines pour passer chefs de bataillon et 11 ans aux lieutenants pour être nommés capitaines.

Les plus jeunes officiers

La guerre a fait surgir, parmi les officiers qu'on reconnaît à leur avancement rapide, de tous grades, des valeurs exceptionnelles. Voici les noms des plus jeunes officiers de chaque grade :

Colonel Pujo, commandant le 33^e d'aviation, 43 ans 9 mois ;

Lieutenant-colonel Frère, du 1^{er} d'infanterie, 40 ans 9 mois ;

Chef de bataillon Jaumeau, en mission au Japon, 36 ans 11 mois ;

Chef de bataillon à titre temporaire Beau, du 6^e tirailleurs, 31 ans 1 mois ;

Captaine Breuil, du 63^e tirailleurs, 25 ans 8 mois ;

Captaine à titre temporaire Funereau, du 24^e d'infanterie, 25 ans, 1 mois.

On découvre en France des dépôts d'armes venant d'Allemagne

LILLE, 23 juin. — La Sûreté générale a ouvert une enquête au sujet d'une affaire d'importation d'armes dans le Nord.

Une grande quantité d'armes, fusils, revolvers, munitions, de provenance allemande, serait passée par la Belgique et en France, dans un dépôt des environs de Lille, en attendant leur transport à Paris.

Faut-il faire du grec et du latin ?

M. Herriot semble préférer les langues vivantes

PARIS, 23 juin. — Au cours de la séance tenue ce matin, à la Chambre, l'assemblée a repris la discussion des interpellations sur la réforme de l'enseignement secondaire.

M. Herriot fait connaître que le conseil supérieur de l'instruction publique, qui s'est prononcé contre le projet du ministre, a voté à l'unanimité le maintien des deux enseignements, l'un à base gréco-latine, l'autre à base française.

M. Bérard fait aussitôt remarquer que les inspecteurs généraux ont été unanimes à reconnaître que l'on ne pouvait mettre les humanités modernes sur le même pied que les humanités classiques.

Les inspecteurs, dit-il, ont été d'accord pour maintenir le latin et supprimer le grec obligatoire.

M. Herriot reproche au ministre de vouloir tuer l'enseignement des langues vivantes. Il est obligé cependant de reconnaître l'heureuse influence de l'hellénisme sur la culture française. Il est même d'avis que l'enseignement du latin doit être renforcé.

La suite de la discussion est renvoyée à mardi matin.

Prévisions météorologiques

PARIS, 23 juin. — Prévisions agricoles de l'Office National Météorologique pour la journée du 24 juin :

Région Parisienne. — Vent modéré de Nord-Ouest, ciel nuageux à très nuageux. Eclaircies, averses et grains. Rafraîchissement. Le minimum de température sera d'environ : + 9°.

Région du Centre. — Vent modéré de Nord-Ouest, ciel nuageux à très nuageux. Eclaircies, averses et grains. Rafraîchissement. Le minimum de température sera d'environ : + 9°.

R

Les obsèques

HANBY Tailleur-Couturier
Maison à **VICHY** ouverte 1. Année

Le moins cher

En vente aux Bureaux de Paris-Centre
Envoi franco contre 0 fr. 60 centimes

À A HERRY (Gher), chez Mlle THUREAU.
À A POUQUES-LES-EAUX, chez Monsieur
THIBAUT, Café Conti, Avenue de la Gare et au
Restaurant de la Gare.

On trouve PARIS-CENTRE :
 A VARENNES-LES-NEVERS, chez
 PASSERONS, buraliste.

Le moins cher

Maison à **VICHY** ouverte à l'année

A POUQUES-LES-EAUX, chez Monsieur **de bicyclette en effectuant une course pour**
THIBAUT, Café Conti, Avenue de la Gare et au **patrons. Il s'est fait une entorse au g**

On trouve PARIS-CENTRE :
 A VARENNES-LES-NEVERS, chez

SAONE-&-LOIRE

Jeudi, une plaque à la mémoire des morts du Collège d'Autun a été solennellement inaugurée

Jeudi dernier a eu lieu la cérémonie d'inauguration des plaques érigées à la mémoire des anciens élèves et professeurs du Collège, morts pour la France.

A 9 heures fut célébrée en l'Eglise Notre-Dame un service religieux à l'issue duquel fut lue la bénédiction des plaques, donnée par M. l'abbé Chaudouet, aumônier du Collège, entouré du Clergé de Notre-Dame.

A 10 heures, l'inauguration officielle commença par la « Marche aux Flambeaux », jouée par la Musique de l'Ecole de Cavalerie.

Un grand nombre d'autorités civiles et militaires assistèrent à la cérémonie. Nous avons remarqué entre autres : le Sous-Préfet, le Docteur Renaud, conseiller général ; l'Adjoint, le Commandant Guise, de l'Ecole de Cavalerie, M. l'abbé Falcomet, supérieur du Petit-Séminaire, etc.

Dans des allocutions touchantes, M. l'inspecteur d'Académie, MM. Baudouin, président de l'Association des Anciens Elèves ; Faye, principal du Collège ; Morel, professeur de philosophie, saluèrent tout à tour la mémoire des chers disparus et présentèrent aux familles en deuil, leurs vives condoléances.

Des chants (Hymne aux Morts, Marseillaise) exécutés par les élèves du Collège, ainsi que des morceaux joués par la Musique de l'Ecole de Cavalerie, rehaussèrent l'éclat de cette cérémonie.

N'oublions pas non plus de mentionner le touchant geste de plusieurs élèves du Collège, allant déposer devant les plaques, de magnifiques gerbes de fleurs.

Pour l'air d'une marche héroïque donnée par les petits troupes, la grande cour, alors, commença de se vider lentement.

PARAY-LE-MONIAL

UN DE PERDU, DEUX DE RETROUVES

Le proverbe n'est pas toujours faux, à en juger par la bonne aventure qui vient d'arriver à un marchand de bestiaux :

Ce de ses vaches s'étant perdues, il fit tambourner pour la retrouver, mais elle n'était pas seule ; un superbe veau tout blanc était là, comme pour attester que tout bon capital bien dirigé doit produire.

Le marchand prit possession de son bien et donna une forte gratification à celui qui avait retrouvé la bête.

LE CREUSOT

OBSÈQUES DE BRAVES

Les obsèques de M. Etienne Reizner dont les restes ont été ramenés du front et transportés jeudi dans la chapelle ardente de l'hôtel de ville, auront lieu aujourd'hui samedi à 17 h. 30, au lieu de dimanche ainsi que nous l'avions annoncé. Le transport de la glorieuse dépouille du sous-lieutenant Adrien Guillot s'est faite, dans la plus stricte intimité, directement de la gare au cimetière Saint-Eugène.

FÊTE DE LA CROIX-MENÉE

La fête du quartier de la Croix-Ménée sera célébrée à partir de dimanche 25 juin. Elle sera précédée de nombreuses attractions sont déjà installées place de l'Hôtel-Dieu : manèges, grand bal Tivo, tirs, loteries, etc.

CHER

La Foire-Exposition de Bourges s'ouvre ce matin à dix heures

Les portes de l'exposition s'ouvriront aujourd'hui samedi, à 9 heures.

L'inauguration officielle est fixée à 10 heures. L'inauguration des œuvres des apprentis à l'école des arts appliqués à l'industrie, annoncée pour 11 heures 30 est reportée à 15 heures.

Le Comité adresse un pressant appel à MM. les commerçants de la ville, pour leur permettre de laisser leurs devantures ouvertes les dimanches 25 juin et 2 juillet.

La commission des fêtes a arrêté les détails du festival de musique et de gymnastique, qui aura lieu le dimanche 2 juillet et qui promet d'être très intéressant.

BOURGES

ECRASE PAR UNE VOITURE

Vendredi matin, M. Ernest Bonneau, 39 ans, domicilié rue Mirbeau, passant à bicyclette rue Valin, a heurté une voiture de livraison appartenant à un militaire, sous les roues de laquelle il est passé. On l'a transporté chez lui grièvement blessé.

UNE DEMANDE DE REVISION DE PROCES REPOUSSEE

A la suite d'une enquête de la Chambre des mises en accusation de la cour d'appel de Bourges, le procureur général près la Cour de cassation, avait demandé la revision, en haute cour du procès des fusillés de Flirey ; quatre hommes du 64^e d'infanterie, condamnés à mort par le conseil de guerre le 19 avril 1915, pour refus de servir des tranchées. La cour a conclu à la non revision du procès.

REUNION DES EXPERTS AGRICOLES

Les experts agricoles du département du Cher se sont réunis le 30 juin, jour de foire à Bourges, pour fixer le prix des fourrages artificiels sur pied :

Le bureau a été composé de la manière suivante : Président, M. Eugène Monin, expert, à Moulins-sur-Yèvre ; vice-président, M. Philippe Jolyvet, expert, à Bercy-sur-Croix ; secrétaire, M. Alexandre Rollin, expert, à Châteauneuf-sur-Cher.

Les prix ont été fixés comme suit : 1^{re} catégorie : contenant luzerne et sainfoin, indennes de toute plante, 140 francs les 1.000 kilos.

2^e catégorie : comprenant luzerne et sainfoin herbeux, gessé et trèfle violet indennes de toute plante ; 120 francs les 1.000 kilos.

3^e catégorie : comprenant gessé, trèfle violet herbeux, trèfle jaune, trèfle incarnat, vesce minette et ray-grass indennes de toute plante ; 100 francs les 1.000 kilos.

4^e catégorie : comprenant tous les fourrages de nature herbeuse ne pouvant pas rentrer dans les catégories précédentes ; 80 francs les 1.000 kilos.

Le temps : Température nuit la plus basse, 5^e ; température jour à une heure, 21^e ; hauteur barométrique à une heure, 765.

Prévisions : La tendance orageuse annoncée ces jours derniers s'accentuera dans nos régions. (Observations de M. l'abbé Moreau, directeur de l'Observatoire de Bourges).

Etat-civil : — Louis Joannet, rue Joyeuse ; — Jacqueline Chotard, avenue Jean-Jaures ; — Décès : Jean Robert, 72 ans, rue Fulton.

ARGENT-SUR-SAULDRÉ

CONCOURS DE PECHE

Conformément à la tradition, la date du concours de pêche à l'étang du Puits resté fixée au deuxième dimanche d'août.

Il n'est aujourd'hui plus besoin d'insister sur l'immense succès obtenu régulièrement par ce concours organisé dans le plus joli site des environs et doté cette année d'importants et nombreux prix.

En raison de la très nombreuse affluence de l'an dernier, les personnes qui désiraient des renseignements, sont priées de s'adresser des maintenant au siège social, à Argent. Joindre un timbre pour la réponse.

Evénement : Antoine Clausel, 50 ans, demeurant à Sens (Yonne), qui était en état comateux d'ivresse, chantant et dansant dans l'avenue de la Gare, à Argent-sur-Sauldre, provoquant ainsi un rassemblement de personnes. Les gendarmes l'ont conduit au poste municipal.

Un Concours de pêche doté de nombreux prix aura lieu demain à Gueugnon

Le 25 juin, aura lieu sur le canal dit Rigole de l'Arroux, un grand concours de pêche à la ligne organisé par la « Pêche Gueugnonnaise », société amicale des pêcheurs à la ligne, de Gueugnon et ses environs, avec l'aide de la municipalité et des commerçants. Il sera attribué à ce concours : un prix d'honneur de 50 francs en espèces et une série de 100 francs de prix en espèces dont un de 40 fr., un de 30 fr., un de 20 fr., un de 10 fr. et un très grand nombre de prix en nature (Voir les beaux et nombreux lots offerts par les habitants et exposés dans la vitrine du magasin de peupliers « Au Jardin d'Espagne », rue des Forges).

La réception des membres des sociétés invitées aura lieu à la gare dimanche matin, de 6 heures à 10 heures et demie. A partir de midi, réunion des sociétaires porteurs de leurs insignes, avec armes et bagages. A 13 heures 15, place des Forges, départ pour le lieu du concours, défilé précédé de la société des tambours et clairons « L'Avant-Garde ». A 14 heures, sur le canal, ouverture du concours annoncée par les clairons et opérations de pesée par le jury, place des Forges. A 17 heures, proclamation et distribution des prix.

Souhaitons que le beau temps se maintienne.

Le Maire du Creusot prend un arrêté interdisant les processions

Le Creusot, 23 juin (de notre correspondant particulier, par téléphone). — Par arrêté en date du 19 juin, M. le D^r Bichet, maire du Creusot, vient d'interdire les processions religieuses sur toute l'étendue de la commune.

Le dimanche 18 juin, les processions des paroisses de Saint-Charles, Saint-Laurent et Saint-Henri s'étaient déroulées sans incident. Celle qui devait avoir lieu dimanche, 25 juin à Saint-Eugène se trouve visée par l'arrêté précité, pris lundi dernier. Elle sera vraisemblablement supprimée.

Service pharmaceutique. — Demain dimanche, le service sera assuré par le pharmacien Thomas, rue Clemenceau, 30, laquelle maison assurera également le service de nuit du samedi au lundi.

SAINT-VALLIER

CONSEIL MUNICIPAL

Dans sa dernière réunion, le Conseil municipal a pris les décisions suivantes :

Rejette la demande de création d'un commissariat de police ;

Vote la suppression du terrain nécessaire à l'élargissement du chemin vicinal n° 15 ;

Vote une somme de 200 francs pour frais de troussage d'un indigent à l'école des aveugles ;

Donne un avis favorable à la demande de création d'un nouveau four à bois à Gueugnon ;

Décide de faire installer six lampes électriques au hameau de Bellevue ;

— Autorise le maire à faire faire un devis pour la construction d'une classe aux Goutons ;

M. André Berthoin, député, qui d'ailleurs ne s'est pas présenté.

Le conseil de préfecture a déclaré le citoyen Vallette indigible : 1^{er} n'ayant pas l'âge légal ; 2^e n'étant pas inscrit sur les listes électorales de l'arrondissement ; 3^e étant privé de ses droits civiques du fait de sa condamnation à 20 ans de prison pour rébellion à bord du « Voltaire », en mer Noire, et a prononcé l'annulation des opérations électorales du 14 mai 1922, du canton de Vierzon.

Le conseil de préfecture a déclaré le citoyen Vallette indigible : 1^{er} n'ayant pas l'âge légal ; 2^e n'étant pas inscrit sur les listes électorales de l'arrondissement ; 3^e étant privé de ses droits civiques du fait de sa condamnation à 20 ans de prison pour rébellion à bord du « Voltaire », en mer Noire, et a prononcé l'annulation des opérations électorales du 14 mai 1922, du canton de Vierzon.

Le conseil de préfecture a déclaré le citoyen Vallette indigible : 1^{er} n'ayant pas l'âge légal ; 2^e n'étant pas inscrit sur les listes électorales de l'arrondissement ; 3^e étant privé de ses droits civiques du fait de sa condamnation à 20 ans de prison pour rébellion à bord du « Voltaire », en mer Noire, et a prononcé l'annulation des opérations électorales du 14 mai 1922, du canton de Vierzon.

Le conseil de préfecture a déclaré le citoyen Vallette indigible : 1^{er} n'ayant pas l'âge légal ; 2^e n'étant pas inscrit sur les listes électorales de l'arrondissement ; 3^e étant privé de ses droits civiques du fait de sa condamnation à 20 ans de prison pour rébellion à bord du « Voltaire », en mer Noire, et a prononcé l'annulation des opérations électorales du 14 mai 1922, du canton de Vierzon.

Le conseil de préfecture a déclaré le citoyen Vallette indigible : 1^{er} n'ayant pas l'âge légal ; 2^e n'étant pas inscrit sur les listes électorales de l'arrondissement ; 3^e étant privé de ses droits civiques du fait de sa condamnation à 20 ans de prison pour rébellion à bord du « Voltaire », en mer Noire, et a prononcé l'annulation des opérations électorales du 14 mai 1922, du canton de Vierzon.

Le conseil de préfecture a déclaré le citoyen Vallette indigible : 1^{er} n'ayant pas l'âge légal ; 2^e n'étant pas inscrit sur les listes électorales de l'arrondissement ; 3^e étant privé de ses droits civiques du fait de sa condamnation à 20 ans de prison pour rébellion à bord du « Voltaire », en mer Noire, et a prononcé l'annulation des opérations électorales du 14 mai 1922, du canton de Vierzon.

Le conseil de préfecture a déclaré le citoyen Vallette indigible : 1^{er} n'ayant pas l'âge légal ; 2^e n'étant pas inscrit sur les listes électorales de l'arrondissement ; 3^e étant privé de ses droits civiques du fait de sa condamnation à 20 ans de prison pour rébellion à bord du « Voltaire », en mer Noire, et a prononcé l'annulation des opérations électorales du 14 mai 1922, du canton de Vierzon.

Le conseil de préfecture a déclaré le citoyen Vallette indigible : 1^{er} n'ayant pas l'âge légal ; 2^e n'étant pas inscrit sur les listes électorales de l'arrondissement ; 3^e étant privé de ses droits civiques du fait de sa condamnation à 20 ans de prison pour rébellion à bord du « Voltaire », en mer Noire, et a prononcé l'annulation des opérations électorales du 14 mai 1922, du canton de Vierzon.

Le conseil de préfecture a déclaré le citoyen Vallette indigible : 1^{er} n'ayant pas l'âge légal ; 2^e n'étant pas inscrit sur les listes électorales de l'arrondissement ; 3^e étant privé de ses droits civiques du fait de sa condamnation à 20 ans de prison pour rébellion à bord du « Voltaire », en mer Noire, et a prononcé l'annulation des opérations électorales du 14 mai 1922, du canton de Vierzon.

Le conseil de préfecture a déclaré le citoyen Vallette indigible : 1^{er} n'ayant pas l'âge légal ; 2^e n'étant pas inscrit sur les listes électorales de l'arrondissement ; 3^e étant privé de ses droits civiques du fait de sa condamnation à 20 ans de prison pour rébellion à bord du « Voltaire », en mer Noire, et a prononcé l'annulation des opérations électorales du 14 mai 1922, du canton de Vierzon.

Le conseil de préfecture a déclaré le citoyen Vallette indigible : 1^{er} n'ayant pas l'âge légal ; 2^e n'étant pas inscrit sur les listes électorales de l'arrondissement ; 3^e étant privé de ses droits civiques du fait de sa condamnation à 20 ans de prison pour rébellion à bord du « Voltaire », en mer Noire, et a prononcé l'annulation des opérations électorales du 14 mai 1922, du canton de Vierzon.

Le conseil de préfecture a déclaré le citoyen Vallette indigible : 1^{er} n'ayant pas l'âge légal ; 2^e n'étant pas inscrit sur les listes électorales de l'arrondissement ; 3^e étant privé de ses droits civiques du fait de sa condamnation à 20 ans de prison pour rébellion à bord du « Voltaire », en mer Noire, et a prononcé l'annulation des opérations électorales du 14 mai 1922, du canton de Vierzon.

Le conseil de préfecture a déclaré le citoyen Vallette indigible : 1^{er} n'ayant pas l'âge légal ; 2^e n'étant pas inscrit sur les listes électorales de l'arrondissement ; 3^e étant privé de ses droits civiques du fait de sa condamnation à 20 ans de prison pour rébellion à bord du « Voltaire », en mer Noire, et a prononcé l'annulation des opérations électorales du 14 mai 1922, du canton de Vierzon.

Le conseil de préfecture a déclaré le citoyen Vallette indigible : 1^{er} n'ayant pas l'âge légal ; 2^e n'étant pas inscrit sur les listes électorales de l'arrondissement ; 3^e étant privé de ses droits civiques du fait de sa condamnation à 20 ans de prison pour rébellion à bord du « Voltaire », en mer Noire, et a prononcé l'annulation des opérations électorales du 14 mai 1922, du canton de Vierzon.

Le conseil de préfecture a déclaré le citoyen Vallette indigible : 1^{er} n'ayant pas l'âge légal ; 2^e n'étant pas inscrit sur les listes électorales de l'arrondissement ; 3^e étant privé de ses droits civiques du fait de sa condamnation à 20 ans de prison pour rébellion à bord du « Voltaire », en mer Noire, et a prononcé l'annulation des opérations électorales du 14 mai 1922, du canton de Vierzon.

Le conseil de préfecture a déclaré le citoyen Vallette indigible : 1^{er} n'ayant pas l'âge légal ; 2^e n'étant pas inscrit sur les listes électorales de l'arrondissement ; 3^e étant privé de ses droits civiques du fait de sa condamnation à 20 ans de prison pour rébellion à bord du « Voltaire », en mer Noire, et a prononcé l'annulation des opérations électorales du 14 mai 1922, du canton de Vierzon.

Le conseil de préfecture a déclaré le citoyen Vallette indigible : 1^{er} n'ayant pas l'âge légal ; 2^e n'étant pas inscrit sur les listes électorales de l'arrondissement ; 3^e étant privé de ses droits civiques du fait de sa condamnation à 20 ans de prison pour rébellion à bord du « Voltaire », en mer Noire, et a prononcé l'annulation des opérations électorales du 14 mai 1922, du canton de Vierzon.

Le conseil de préfecture a déclaré le citoyen Vallette indigible : 1^{er} n'ayant pas l'âge légal ; 2^e n'étant pas inscrit sur les listes électorales de l'arrondissement ; 3^e étant privé de ses droits civiques du fait de sa condamnation à 20 ans de prison pour rébellion à bord du « Voltaire », en mer Noire, et a prononcé l'annulation des opérations électorales du 14 mai 1922, du canton de Vierzon.

Le conseil de préfecture a déclaré le citoyen Vallette indigible : 1^{er} n'ayant pas l'âge légal ; 2^e n'étant pas inscrit sur les listes électorales de l'arrondissement ; 3^e étant privé de ses droits civiques du fait de sa condamnation à 20 ans de prison pour rébellion à bord du « Voltaire », en mer Noire, et a prononcé l'annulation des opérations électorales du 14 mai 1922, du canton de Vierzon.

Le conseil de préfecture a déclaré le citoyen Vallette indigible : 1^{er} n'ayant pas l'âge légal ; 2^e n'étant pas inscrit sur les listes électorales de l'arrondissement ; 3^e étant privé de ses droits civiques du fait de sa condamnation à 20 ans de prison pour rébellion à bord du « Voltaire », en mer Noire, et a prononcé l'annulation des opérations électorales du 14 mai 1922, du canton de Vierzon.

Le conseil de préfecture a déclaré le citoyen Vallette indigible : 1^{er} n'ayant pas l'âge légal ; 2^e n'étant pas inscrit sur les listes électorales de l'arrondissement ; 3^e étant privé de ses droits civiques du fait de sa condamnation à 20 ans de prison pour rébellion à bord du « Voltaire », en mer Noire, et a prononcé l'annulation des opérations électorales du 14 mai 1922, du canton de Vierzon.

Le conseil de préfecture a déclaré le citoyen Vallette indigible : 1^{er} n'ayant pas l'âge légal ; 2^e n'étant pas inscrit sur les listes électorales de l'arrondissement ; 3^e étant privé de ses droits civiques du fait de sa condamnation à 20 ans de prison pour rébellion à bord du « Voltaire », en mer Noire, et a prononcé l'annulation des opérations électorales du 14 mai 1922, du canton de Vierzon.

Le conseil de préfecture a déclaré le citoyen Vallette indigible : 1^{er} n'ayant pas l'âge légal ; 2^e n'étant pas inscrit sur les listes électorales de l'arrondissement ; 3^e étant privé de ses droits civiques du fait de sa condamnation à 20 ans de prison pour rébellion à bord du « Voltaire », en mer Noire, et a prononcé l'annulation des opérations électorales du 14 mai 1922, du canton de Vierzon.

Le conseil de préfecture a déclaré le citoyen Vallette indigible : 1^{er} n'ayant pas l'âge légal ; 2^e n'étant pas inscrit sur les listes électorales de l'arrondissement ; 3^e étant privé de ses droits civiques du fait de sa condamnation à 20 ans de prison pour rébellion à bord du « Voltaire », en mer Noire, et a prononcé l'annulation des opérations électorales du 14 mai 1922, du canton de Vierzon.

Le conseil de préfecture a déclaré le citoyen Vallette indigible : 1^{er} n'ayant pas l'âge légal ; 2^e n'étant pas inscrit sur les listes électorales de l'arrondissement ; 3^e étant privé de ses droits civiques du fait de sa condamnation à 20 ans de prison pour rébellion à bord du « Voltaire », en mer Noire, et a prononcé l'annulation des opérations électorales du 14 mai 1922, du canton de Vierzon.

Le conseil de préfecture a déclaré le citoyen Vallette indigible : 1^{er} n'ayant pas l'âge légal ; 2^e n'étant pas inscrit sur les listes électorales de l'arrondissement ; 3^e étant privé de ses droits civiques du fait de sa condamnation à 20 ans de prison pour rébellion à bord du « Voltaire », en mer Noire, et a prononcé l'annulation des opérations électorales du 14 mai 1922, du canton de Vierzon.

Le conseil de préfecture a déclaré le citoyen Vallette indigible : 1^{er} n'ayant pas l'âge légal ; 2^e n'étant pas inscrit sur les listes électorales de l'arrondissement ; 3^e étant privé de ses droits civiques du fait de sa condamnation à 20 ans de prison pour rébellion à bord du « Voltaire », en mer Noire, et a prononcé l'annulation des opérations électorales du 14 mai 1922, du canton de Vierzon.

Le conseil de préfecture a déclaré le citoyen Vallette indigible : 1^{er} n'ayant pas l'âge légal ; 2^e n'étant pas inscrit sur les listes électorales de l'arrondissement ; 3^e étant privé de ses droits civiques du fait de sa condamnation à 20 ans de prison pour rébellion à bord du « Voltaire », en mer Noire, et a prononcé l'annulation des opérations électorales du 14 mai 1922, du canton de Vierzon.

Le conseil de préfecture a déclaré le citoyen Vallette indigible : 1^{er} n'ayant pas l'âge légal ; 2^e n'étant pas inscrit sur les listes électorales de l'arrondissement ; 3^e étant privé de ses droits civiques du fait de sa condamnation à 20 ans de prison pour rébellion à bord du « Voltaire », en mer Noire, et a prononcé l'annulation des opérations électorales du 14 mai 1922, du canton de Vierzon.

Le conseil de préfecture a déclaré le citoyen Vallette indigible : 1^{er} n'ayant pas l'âge légal ; 2^e n'étant pas inscrit sur les listes électorales de l'arrondissement ; 3^e étant privé de ses droits civiques du fait de sa condamnation à 20 ans de prison pour rébellion à bord du « Voltaire », en mer Noire, et a prononcé l'annulation des opérations électorales du 14 mai 1922, du canton de Vierzon.

Le conseil de préfecture a déclaré le citoyen Vallette indigible : 1^{er} n'ayant pas l'âge légal ; 2^e n'étant pas inscrit sur les listes électorales de l'arrondissement ; 3^e étant privé de ses droits civiques du fait de sa condamnation à 20 ans de prison pour rébellion à bord du « Voltaire », en mer Noire, et a prononcé l'annulation des opérations électorales du 14 mai 1922, du canton de Vierzon.

Le conseil de préfecture a déclaré le citoyen Vallette indigible : 1^{er} n'ayant pas l'âge légal ; 2^e n'étant pas inscrit sur les listes électorales de l'arrondissement ; 3^e étant privé de ses droits civiques du fait de sa condamnation à 20 ans de prison pour rébellion à bord du « Voltaire », en mer Noire, et a prononcé l'annulation des opérations électorales du 14 mai 1922, du canton de Vierzon.

Le conseil de préfecture a déclaré le citoyen Vallette indigible : 1^{er} n'ayant pas l'âge légal ; 2^e n'étant pas inscrit sur les listes électorales de l'arrondissement ; 3^e étant privé de ses droits civiques du fait de sa condamnation à 20 ans de prison pour rébellion à bord du « Voltaire », en mer Noire, et a prononcé l'annulation des opérations électorales du 14 mai 1922, du canton de Vierzon.

Le conseil de préfecture a déclaré le citoyen Vallette indigible : 1^{er} n'ayant pas l'âge légal ; 2^e n'étant pas inscrit sur les listes électorales de l'arrondissement ; 3^e étant privé de ses droits civiques du fait de sa condamnation à 20 ans de prison pour rébellion à bord du « Voltaire », en mer Noire, et a prononcé l'annulation des opérations électorales du 14 mai 1922, du canton de Vierzon.

Le conseil de préfecture a déclaré le citoyen Vallette indigible : 1^{er} n'ayant pas l'âge légal ; 2^e n'étant pas inscrit sur les listes électorales de l'arrondissement ; 3^e étant privé de ses droits civiques du fait de sa condamnation à 20 ans de prison pour rébellion à bord du « Voltaire », en mer Noire, et a prononcé l'annulation des opérations électorales du 14 mai 1922, du canton de Vierzon.

Le conseil de préfecture a déclaré le citoyen Vallette indigible : 1^{er} n'ayant pas l'âge légal ; 2^e n'étant pas inscrit sur les listes électorales de l'arrondissement ; 3^e étant privé de ses droits civiques du fait de sa condamnation à 20 ans de prison pour rébellion à bord du « Voltaire », en mer Noire, et a prononcé l'annulation des opérations électorales du 14 mai 1922, du canton de Vierzon.

Le conseil de préfecture a déclaré le citoyen Vallette indigible : 1^{er} n'ayant pas l'âge légal ; 2^e n'étant pas inscrit sur les listes électorales de l'arrondissement ; 3^e étant privé de ses droits civiques du fait de sa condamnation à 20 ans de prison pour rébellion à bord du « Voltaire », en mer Noire, et a prononcé l'annulation des opérations électorales du 14 mai 1922, du canton de Vierzon.

Le conseil de préfecture a déclaré le citoyen Vallette indigible : 1^{er} n'ayant pas l'âge légal ; 2^e n'étant pas inscrit sur les listes électorales de l'arrondissement ; 3^e étant privé de ses droits civiques du fait de sa condamnation à 20 ans de prison pour rébellion à bord du « Voltaire », en mer Noire, et a prononcé l'annulation des opérations électorales du 14 mai 1922, du canton de Vierzon.

Le conseil de préfecture a déclaré le citoyen Vallette indigible : 1^{er} n'ayant pas l'âge légal ; 2^e n'étant pas inscrit sur les listes électorales de l'arrondissement ; 3^e étant privé de ses droits civiques du fait de sa condamnation à 20 ans de prison pour rébellion à bord du « Voltaire », en mer Noire, et a prononcé l'annulation des opérations électorales du 14 mai 1922, du canton de Vierzon.

Le conseil de préfecture a déclaré le citoyen Vallette indigible : 1^{er} n'ayant pas l'âge légal ; 2^e n'étant pas inscrit sur les listes électorales de l'arrondissement ; 3^e étant privé de ses droits civiques du fait de sa condamnation à 20 ans de prison pour rébellion à bord du « Voltaire », en mer Noire, et a prononcé l'annulation des opérations électorales du 14 mai 1922, du canton de Vierzon.

Le conseil de préfecture a déclaré le citoyen Vallette indigible : 1^{er} n'ayant pas l'âge légal ; 2^e n'étant pas inscrit sur les listes électorales de l'arrondissement ; 3^e étant privé de ses droits civiques du fait de sa condamnation à 20 ans de prison pour rébellion à bord du « Voltaire », en mer Noire, et a prononcé l'annulation des opérations électorales du 14 mai 1922, du canton de Vierzon.

Le conseil de préfecture a déclaré le citoyen Vallette indigible : 1^{er} n'ayant pas l'âge légal ; 2^e n'étant pas inscrit sur les listes électorales de l'arrondissement ; 3^e étant privé de ses droits civiques du fait de sa condamnation à 20 ans de prison pour rébellion à bord du « Voltaire », en mer Noire, et a prononcé l'annulation des opérations électorales du 14 mai 1922, du canton de Vierzon.

Le conseil de préfecture a déclaré le citoyen Vallette indigible : 1^{er} n'ayant pas l'âge légal ; 2^e n'étant pas inscrit sur les listes électorales de l'arrondissement ; 3^e étant privé de ses droits civiques du fait de sa condamnation à 20 ans de prison pour rébellion à bord du « Voltaire », en mer Noire, et a prononcé l'annulation des opérations électorales du 14 mai 1922, du canton de Vierzon.

Le conseil de préfecture a déclaré le citoyen Vallette indigible : 1^{er} n'ayant pas l'âge légal ; 2^e n'étant pas inscrit sur les listes électorales de l'arrondissement ; 3^e étant privé de ses droits civiques du fait de sa condamnation à 20 ans de prison pour rébellion à bord du « Voltaire », en mer Noire, et a prononcé l'annulation des opérations électorales du 14 mai 1922, du canton de Vierzon.

Le conseil de préfecture a déclaré le citoyen Vallette indigible : 1^{er} n'ayant pas l'âge légal ; 2^e n'étant pas inscrit sur les listes électorales de l'arrondissement ; 3^e étant privé de ses droits civiques du fait de sa condamnation à 20 ans de prison pour rébellion à bord du « Voltaire », en mer Noire, et a prononcé l'annulation des opérations électorales du 14 mai 1922, du canton de Vierzon.



TOUS LES SPORTS — en France —



Le Critérium Fonlupt du 9 juillet

Itinéraire et contrôles

La Cloyette. — Départ provisoire, 8 heures, départ définitif après le passage à niveau de la Gare.

Marigny. — Contrôle volant à l'entrée de Marigny, sous la direction de M. Bernier, agent des cycles (Foot-Ball), avec le concours de l'Union Sportive de Marigny.

Digoin. — Contrôle fixe à l'embranchement de la route de Guégon, sous la direction de M. Fontaine, avec le concours du Foot-Ball-Club de Digoin.

Guégon. — Contrôle volant, à l'embranchement de la route de Ciry-le-Noble, organisé par l'Union Sportive de Guégon.

Ciry-le-Noble. — Contrôle fixe, après passage à niveau, sous la direction de MM. Bouillot et Perche (ravitaillement).

Charolles. — Contrôle volant, sous la direction de M. Dumas, avec le concours de P. U. S. C.

La Cloyette. — Contrôle fixe, sous la direction de MM. Rolandoz et Brillon, avec le concours de S. R. C.

Les Echameaux. — Contrôle volant organisé par les S. R. C., à l'intersection des routes de Beaujeu et La Cloyette.

Chauvailles. — Contrôle volant, avec le concours de F. C. G.

La Cloyette. — Arrivée au point de départ.

COURSES CYCLISTES DU 2 JUILLET AU CREUSOT

Après les courses de demi-fond des 30 avril et 11 juin, et de vitesse du 21 mai, le Vélo-Club Creusotin nous convie pour le 2 juillet prochain, à une superbe américaine de 100 kilomètres.

Pour cette épreuve, le nombre d'équipes sera réduit au minimum, soit huit. Elle sera disputée par les « a » de la spécialité : Brocci, Deryler, Boyl, Billard, Narcy et nos meilleurs locaux : Bin frères, Lambert, Laurent, Neveux Cognet etc... Moriat actuellement au régiment, viendra renforcer une équipe creusotine.

Nos coureurs nous ont prouvé qu'ils pouvaient affronter les meilleurs, et les équipes parisiennes devront s'employer pour avoir raison d'eux.

Pour éviter le déplacement de Montpocher aux personnes désireuses de louer leurs places, celles-ci pourront être retenues, aux endroits désignés ci-après, à 18 heures : mercredi 23 juin au café de Montpocher, jeudi 24 juin, au café de l'Industrie, salle du 1^{er} étage, vendredi 25 juin, au café Pédin, à la Croix-Ménée, samedi 26 juillet, à Montpocher.

Etant donné l'importance de la réunion et la valeur des engagés, de nombreuses personnes avaient cru pouvoir dire que le prix des places serait augmenté. Le comité du Vélo-Club nous informe que les prix habituels seront maintenus.

UNION SPORTIVE DE L'ANGLÈS

L'U.S.L. organise pour le 14 juillet prochain une fête sportive qui ne se déroulera en rien à celles des années précédentes. Cette fête se déroulera au Stade Hutchinson, à Chatelet.

Au programme sont inscrites les épreuves suivantes :

100 mètres plat ; 200 m. haies ; 1.600 m. plat ; 400 m. relais (4x100) ; 1.500 m. relais par équipe de 3 coureurs se relayant à volonté ; lancement du poids ; saut en longueur avec élan ; saut à la perche.

CLUB ATHLETIQUE PITHIVERIEN

Championnat de l'Orléanais

Dimanche prochain, huit capitaines vont représenter les coureurs pithiveriens à Montargis où vont se dérouler les championnats de l'Orléanais. Sont convoqués pour le déplacement : Baillache, Brisson, Chanterau, Grivot, Hanneur, Imbault, Richard et Villain.

Richard, dans les sprints, Brisson au 400 mètres et Chanterau à la perche seront les plus sérieux compétiteurs.

COURSES CYCLISTES ET PÉDESTRE A BLANZY-LES-MINES

Dimanche 9 juillet, à l'occasion du retour de la fête patronale, à 2 heures précises : Course cycliste régionale organisée sous les règlements de l'U.V.F. : parcours : Blanzay-Givry aller et retour : prix : 100, 80, 40, 30, 15, 10, 10, 10, et 3 de 5 francs.

Engagement : 2 francs reçus chez M. Beauchamp à Blanzay, et au siège du Vélo-Club, hôtel Lequin, à Montceau-les-Mines, jusqu'au 8 juillet inclus.

A 2 h. 12, course cycliste féminine, dotée de nombreux prix :

A 3 heures : course à pied régionale organisée sous les règlements de la F.A. : parcours, 10 kilomètres : Blanzay-Montceau-Bois du Verne-La Ferrière-Blanzay ; prix, 60, 40, 30, 20, 10, 5 francs en nature.

La distribution des prix aura lieu à la mairie, à 19 heures ; à 21 heures, brillant feu d'artifice, avec concert en plein air par la Fanfare des Ecoles.

Les épreuves hippiques de Cergy-la-Tour

La réunion annuelle de la Société des courses de Cergy-la-Tour aura lieu le 27 août prochain.

Le comité des courses, désireux de donner satisfaction aux éleveurs et au public, a décidé de créer cette année une course au trot attelé pour chevaux de service.

Afin de permettre aux propriétaires qui désiraient engager leurs chevaux dans cette épreuve, de pouvoir les préparer à temps, nous en publions ci-dessous le programme.

Prix de Cergy-la-Tour (au trot attelé). — 500 francs prélevés sur les ressources du pari-mutuel pour chevaux entiers, hongres et juments de 3 ans et au-dessus, attelés à une voiture de service d'un poids minimum de 200 kilos, n'ayant jamais pris part à une course d'une valeur nominale supérieure à 500 francs, ni fait partie depuis un an au moins d'une écurie d'entraînement et appartenant à des propriétaires résidant dans le département de la Nièvre.

250 francs et les entrées au premier ; 125 francs au second ; 75 francs au troisième ; 50 francs au quatrième. Entrée : 10 francs.

Les chevaux devront être conduits par les propriétaires, leurs fils, leurs domestiques ou leurs amis ; à l'exclusion de tout entraîneur, dresseur ou jockey.

Distance : 2.800 mètres.

Les chevaux de 4 ans reculeront de 50 mètres ; ceux de 5 ans et au-dessus de 100 mètres.

Engagements chez M. Lepas, secrétaire à Cergy-la-Tour, jusqu'au samedi 19 août, avant 18 heures.

En outre, 5 autres épreuves seront courues :

Une course au trot monté, de 2.800 francs. Une course plate, de 1.400 francs.

Un steeple-chase, de 2.400 francs. Une course au trot attelé, de 3.000 francs.

Un cross-country, de 3.000 francs.

SOCIÉTÉ DE TIR ET DE GYMNASTIQUE LA « COSNOISE »

Le comité a l'honneur de rappeler à ses membres actifs et honoraires que ceux qui désirent accompagner la section masculine au concours de Guéguen le 23 juillet sont priés de vouloir bien envoyer leur adhésion au plus tard le 30 juin 1932, à M. Girard Raphaël, directeur de gymnastique, 5, rue Jean-Jaurès, pour pouvoir profiter de la réduction du billet collectif.

Prière de donner les nom, prénoms et adresse de chaque personne.

Pour les membres actifs et honoraires, désirant accompagner la section féminine au concours de Vichy, les inscriptions sont reçues à la même adresse jusqu'au 15 août.

AÉRO-DISQUE. — Résultats des 6 premières journées de lancer de dimanche :

1. Jeanne Séverac, 17 points sur 20 ; 2. Cécile Goulot, 13 points sur 20 ; 3. Vientent ensuite : Louise Dubois, Henriette Giraux, Suzanne Florent et Marcelle Pompeville.

Il est rappelé aux fillettes de la société « La Cosnoise » que tous les dimanches, de 16 heures à 17 heures et demie, les examens continueront pour le lancer de l'anneau, la réception et enfin la formation des équipes.

BREVETS D'APTITUDE. — Les cours pour la préparation des examens au brevet d'aptitudes militaires, 2^e session, sont commencés à « La Cosnoise ». Les jeunes gens du 2^e contingent 1932 et ceux du 1^{er} contingent 1933, qui désirent y prendre part, sont invités à se présenter à la salle de la société « La Cosnoise », quai du Saunier, les jours de séance où tous les renseignements leur seront fournis.

LES CARABINIERS MONTLUÇONNAIS

Dans sa réunion du 21 courant, le Comité a désigné les délégués adultes et pupilles, devant représenter la Société au concours régional de vitesse de la subdivision de la région de Montluçon qui doit avoir lieu dimanche prochain à Moulins.

Ce sont : Adultes : M. Chesneau Daniel, Bonnard Claude, Marsat Marcel, Lebourg Denis et Reliant Paul.

Pupilles : Prochennet Pierre, Labreuve Pierre, Varenne Emile, Reliant Auguste, Collas André et Pouchet Gilbert.

Tous ces délégués devront se trouver vendredi soir à 18 heures, sur le champ de tir réglementaire de Quinssances pour y exécuter des tirs sur cibles du concours.

On trouve PARIS-CENTRE :

A BEARD (Nièvre), chez M. DELORME, buraliste.

Résultat du concours hippique de Glené-Lapalisie

Dimanche 18 Juin

Prix de la Victoire (handicap), sous-officiers (685 fr. de prix). — 1^{er} prix, adjudant Barriat, 14^e régiment de dragons ; 2^e prix, adjudant Richard, 3^e régiment de chasseurs ; 3^e prix, maréchal-des-logis Huguet, 3^e régiment de chasseurs ; 4^e prix, maréchal-des-logis Liberty, 14^e régiment de dragons ; 5^e prix, adjudant Barthelmy, 14^e régiment de dragons ; 6^e prix, maréchal-des-logis Dupont, 3^e régiment de chasseurs ; 7^e prix, maréchal-des-logis Mathiau, 14^e régiment de dragons.

Prix de la Société Hippique de Glené-Lapalisie, gentlemen-handicap (5.300 fr. de prix). — 1^{er} prix, M. Henri de Royer ; 2^e prix, M. de Lagencelle ; 3^e prix, M. Gérard Lassus ; 4^e prix, M. Henri de Royer ; 5^e prix, M. R. Sarlin ; 6^e prix, M. Gérard Lassus ; 7^e prix, M. R. Sarlin ; 8^e prix, M. R. Sarlin.

Lundi 19 Juin

Epreuve supplémentaire pour sous-officiers (450 fr. de prix). — 1^{er} prix, maréchal-des-logis Huguet, 3^e régiment de chasseurs ; 2^e prix, adjudant Barthelmy, 14^e régiment de dragons ; 3^e prix, adjudant Richard, 3^e régiment de chasseurs ; 4^e prix, adjudant Barriat, 14^e régiment de dragons ; 5^e prix, maréchal-des-logis de la Moussaye, 3^e régiment de chasseurs ; 6^e prix, maréchal-des-logis Mathiau, 14^e régiment de dragons ; 7^e prix, maréchal-des-logis Liberty, 14^e régiment de dragons.

Handicap gentlemen (1.350 fr. de prix). — 1^{er} prix, Henri de Royer ; 2^e prix, G. de Soult.

Prix des Maréchaux, handicap-officiers, 1.100 fr. de prix. — 1^{er} prix, lieutenant Pételaborde, 6^e groupe à cheval ; 2^e prix, lieutenant de Soult, 3^e régiment de chasseurs ; 3^e prix, lieutenant Lebr, 9^e régiment de cuirassiers ; 4^e prix, lieutenant de Soult, 3^e régiment de chasseurs ; 5^e prix, lieutenant Lebr, 9^e régiment de cuirassiers ; 6^e prix, lieutenant Lebr, 9^e régiment de cuirassiers.

Prix des Maréchaux, handicap-officiers, 1.100 fr. de prix. — 1^{er} prix, lieutenant Pételaborde, 6^e groupe à cheval ; 2^e prix, lieutenant de Soult, 3^e régiment de chasseurs ; 3^e prix, lieutenant Lebr, 9^e régiment de cuirassiers ; 4^e prix, lieutenant de Soult, 3^e régiment de chasseurs ; 5^e prix, lieutenant Lebr, 9^e régiment de cuirassiers ; 6^e prix, lieutenant Lebr, 9^e régiment de cuirassiers.

Prix des Maréchaux, handicap-officiers, 1.100 fr. de prix. — 1^{er} prix, lieutenant Pételaborde, 6^e groupe à cheval ; 2^e prix, lieutenant de Soult, 3^e régiment de chasseurs ; 3^e prix, lieutenant Lebr, 9^e régiment de cuirassiers ; 4^e prix, lieutenant de Soult, 3^e régiment de chasseurs ; 5^e prix, lieutenant Lebr, 9^e régiment de cuirassiers ; 6^e prix, lieutenant Lebr, 9^e régiment de cuirassiers.

Prix des Maréchaux, handicap-officiers, 1.100 fr. de prix. — 1^{er} prix, lieutenant Pételaborde, 6^e groupe à cheval ; 2^e prix, lieutenant de Soult, 3^e régiment de chasseurs ; 3^e prix, lieutenant Lebr, 9^e régiment de cuirassiers ; 4^e prix, lieutenant de Soult, 3^e régiment de chasseurs ; 5^e prix, lieutenant Lebr, 9^e régiment de cuirassiers ; 6^e prix, lieutenant Lebr, 9^e régiment de cuirassiers.

Prix des Maréchaux, handicap-officiers, 1.100 fr. de prix. — 1^{er} prix, lieutenant Pételaborde, 6^e groupe à cheval ; 2^e prix, lieutenant de Soult, 3^e régiment de chasseurs ; 3^e prix, lieutenant Lebr, 9^e régiment de cuirassiers ; 4^e prix, lieutenant de Soult, 3^e régiment de chasseurs ; 5^e prix, lieutenant Lebr, 9^e régiment de cuirassiers ; 6^e prix, lieutenant Lebr, 9^e régiment de cuirassiers.

Prix des Maréchaux, handicap-officiers, 1.100 fr. de prix. — 1^{er} prix, lieutenant Pételaborde, 6^e groupe à cheval ; 2^e prix, lieutenant de Soult, 3^e régiment de chasseurs ; 3^e prix, lieutenant Lebr, 9^e régiment de cuirassiers ; 4^e prix, lieutenant de Soult, 3^e régiment de chasseurs ; 5^e prix, lieutenant Lebr, 9^e régiment de cuirassiers ; 6^e prix, lieutenant Lebr, 9^e régiment de cuirassiers.

Prix des Maréchaux, handicap-officiers, 1.100 fr. de prix. — 1^{er} prix, lieutenant Pételaborde, 6^e groupe à cheval ; 2^e prix, lieutenant de Soult, 3^e régiment de chasseurs ; 3^e prix, lieutenant Lebr, 9^e régiment de cuirassiers ; 4^e prix, lieutenant de Soult, 3^e régiment de chasseurs ; 5^e prix, lieutenant Lebr, 9^e régiment de cuirassiers ; 6^e prix, lieutenant Lebr, 9^e régiment de cuirassiers.

Prix des Maréchaux, handicap-officiers, 1.100 fr. de prix. — 1^{er} prix, lieutenant Pételaborde, 6^e groupe à cheval ; 2^e prix, lieutenant de Soult, 3^e régiment de chasseurs ; 3^e prix, lieutenant Lebr, 9^e régiment de cuirassiers ; 4^e prix, lieutenant de Soult, 3^e régiment de chasseurs ; 5^e prix, lieutenant Lebr, 9^e régiment de cuirassiers ; 6^e prix, lieutenant Lebr, 9^e régiment de cuirassiers.

Prix des Maréchaux, handicap-officiers, 1.100 fr. de prix. — 1^{er} prix, lieutenant Pételaborde, 6^e groupe à cheval ; 2^e prix, lieutenant de Soult, 3^e régiment de chasseurs ; 3^e prix, lieutenant Lebr, 9^e régiment de cuirassiers ; 4^e prix, lieutenant de Soult, 3^e régiment de chasseurs ; 5^e prix, lieutenant Lebr, 9^e régiment de cuirassiers ; 6^e prix, lieutenant Lebr, 9^e régiment de cuirassiers.

Prix des Maréchaux, handicap-officiers, 1.100 fr. de prix. — 1^{er} prix, lieutenant Pételaborde, 6^e groupe à cheval ; 2^e prix, lieutenant de Soult, 3^e régiment de chasseurs ; 3^e prix, lieutenant Lebr, 9^e régiment de cuirassiers ; 4^e prix, lieutenant de Soult, 3^e régiment de chasseurs ; 5^e prix, lieutenant Lebr, 9^e régiment de cuirassiers ; 6^e prix, lieutenant Lebr, 9^e régiment de cuirassiers.

Prix des Maréchaux, handicap-officiers, 1.100 fr. de prix. — 1^{er} prix, lieutenant Pételaborde, 6^e groupe à cheval ; 2^e prix, lieutenant de Soult, 3^e régiment de chasseurs ; 3^e prix, lieutenant Lebr, 9^e régiment de cuirassiers ; 4^e prix, lieutenant de Soult, 3^e régiment de chasseurs ; 5^e prix, lieutenant Lebr, 9^e régiment de cuirassiers ; 6^e prix, lieutenant Lebr, 9^e régiment de cuirassiers.

Prix des Maréchaux, handicap-officiers, 1.100 fr. de prix. — 1^{er} prix, lieutenant Pételaborde, 6^e groupe à cheval ; 2^e prix, lieutenant de Soult, 3^e régiment de chasseurs ; 3^e prix, lieutenant Lebr, 9^e régiment de cuirassiers ; 4^e prix, lieutenant de Soult, 3^e régiment de chasseurs ; 5^e prix, lieutenant Lebr, 9^e régiment de cuirassiers ; 6^e prix, lieutenant Lebr, 9^e régiment de cuirassiers.

Prix des Maréchaux, handicap-officiers, 1.100 fr. de prix. — 1^{er} prix, lieutenant Pételaborde, 6^e groupe à cheval ; 2^e prix, lieutenant de Soult, 3^e régiment de chasseurs ; 3^e prix, lieutenant Lebr, 9^e régiment de cuirassiers ; 4^e prix, lieutenant de Soult, 3^e régiment de chasseurs ; 5^e prix, lieutenant Lebr, 9^e régiment de cuirassiers ; 6^e prix, lieutenant Lebr, 9^e régiment de cuirassiers.

Prix des Maréchaux, handicap-officiers, 1.100 fr. de prix. — 1^{er} prix, lieutenant Pételaborde, 6^e groupe à cheval ; 2^e prix, lieutenant de Soult, 3^e régiment de chasseurs ; 3^e prix, lieutenant Lebr, 9^e régiment de cuirassiers ; 4^e prix, lieutenant de Soult, 3^e régiment de chasseurs ; 5^e prix, lieutenant Lebr, 9^e régiment de cuirassiers ; 6^e prix, lieutenant Lebr, 9^e régiment de cuirassiers.

Prix des Maréchaux, handicap-officiers, 1.100 fr. de prix. — 1^{er} prix, lieutenant Pételaborde, 6^e groupe à cheval ; 2^e prix, lieutenant de Soult, 3^e régiment de chasseurs ; 3^e prix, lieutenant Lebr, 9^e régiment de cuirassiers ; 4^e prix, lieutenant de Soult, 3^e régiment de chasseurs ; 5^e prix, lieutenant Lebr, 9^e régiment de cuirassiers ; 6^e prix, lieutenant Lebr, 9^e régiment de cuirassiers.

Prix des Maréchaux, handicap-officiers, 1.100 fr. de prix. — 1^{er} prix, lieutenant Pételaborde, 6^e groupe à cheval ; 2^e prix, lieutenant de Soult, 3^e régiment de chasseurs ; 3^e prix, lieutenant Lebr, 9^e régiment de cuirassiers ; 4^e prix, lieutenant de Soult, 3^e régiment de chasseurs ; 5^e prix, lieutenant Lebr, 9^e régiment de cuirassiers ; 6^e prix, lieutenant Lebr, 9^e régiment de cuirassiers.

Prix des Maréchaux, handicap-officiers, 1.100 fr. de prix. — 1^{er} prix, lieutenant Pételaborde, 6^e groupe à cheval ; 2^e prix, lieutenant de Soult, 3^e régiment de chasseurs ; 3^e prix, lieutenant Lebr, 9^e régiment de cuirassiers ; 4^e prix, lieutenant de Soult, 3^e régiment de chasseurs ; 5^e prix, lieutenant Lebr, 9^e régiment de cuirassiers ; 6^e prix, lieutenant Lebr, 9^e régiment de cuirassiers.

Prix des Maréchaux, handicap-officiers, 1.100 fr. de prix. — 1^{er} prix, lieutenant Pételaborde, 6^e groupe à cheval ; 2^e prix, lieutenant de Soult, 3^e régiment de chasseurs ; 3^e prix, lieutenant Lebr, 9^e régiment de cuirassiers ; 4^e prix, lieutenant de Soult, 3^e régiment de chasseurs ; 5^e prix, lieutenant Lebr, 9^e régiment de cuirassiers ; 6^e prix, lieutenant Lebr, 9^e régiment de cuirassiers.

Prix des Maréchaux, handicap-officiers, 1.100 fr. de prix. — 1^{er} prix, lieutenant Pételaborde, 6^e groupe à cheval ; 2^e prix, lieutenant de Soult, 3^e régiment de chasseurs ; 3^e prix, lieutenant Lebr, 9^e régiment de cuirassiers ; 4^e prix, lieutenant de Soult, 3^e régiment de chasseurs ; 5^e prix, lieutenant Lebr, 9^e régiment de cuirassiers ; 6^e prix, lieutenant Lebr, 9^e régiment de cuirassiers.

Prix des Maréchaux, handicap-officiers, 1.100 fr. de prix. — 1^{er} prix, lieutenant Pételaborde, 6^e groupe à cheval ; 2^e prix, lieutenant de Soult, 3^e régiment de chasseurs ; 3^e prix, lieutenant Lebr, 9^e régiment de cuirassiers ; 4^e prix, lieutenant de Soult, 3^e régiment de chasseurs ; 5^e prix, lieutenant Lebr, 9^e régiment de cuirassiers ; 6^e prix, lieutenant Lebr, 9^e régiment de cuirassiers.

Prix des Maréchaux, handicap-officiers, 1.100 fr. de prix. — 1^{er} prix, lieutenant Pételaborde, 6^e groupe à cheval ; 2^e prix, lieutenant de Soult, 3^e régiment de chasseurs ; 3^e prix, lieutenant Lebr, 9^e régiment de cuirassiers ; 4^e prix, lieutenant de Soult, 3^e régiment de chasseurs ; 5^e prix, lieutenant Lebr, 9^e régiment de cuirassiers ; 6^e prix, lieutenant Lebr, 9^e régiment de cuirassiers.

Prix des Maréchaux, handicap-officiers, 1.100 fr. de prix. — 1^{er} prix, lieutenant Pételaborde, 6^e groupe à cheval ; 2^e prix, lieutenant de Soult, 3^e régiment de chasseurs ; 3^e prix, lieutenant Lebr, 9^e régiment de cuirassiers ; 4^e prix, lieutenant de Soult, 3^e régiment de chasseurs ; 5^e prix, lieutenant Lebr, 9^e régiment de cuirassiers ; 6^e prix, lieutenant Lebr, 9^e régiment de cuirassiers.

Prix des Maréchaux, handicap-officiers, 1.100 fr. de prix. — 1^{er} prix, lieutenant Pételaborde, 6^e groupe à cheval ; 2^e prix, lieutenant de Soult, 3^e régiment de chasseurs ; 3^e prix, lieutenant Lebr, 9^e régiment de cuirassiers ; 4^e prix, lieutenant de Soult, 3^e régiment de chasseurs ; 5^e prix, lieutenant Lebr, 9^e régiment de cuirassiers ; 6^e prix, lieutenant Lebr, 9^e régiment de cuirassiers.

Prix des Maréchaux, handicap-officiers, 1.100 fr. de prix. — 1^{er} prix, lieutenant Pételaborde, 6^e groupe à cheval ; 2^e prix, lieutenant de Soult, 3^e régiment de chasseurs ; 3^e prix, lieutenant Lebr, 9^e régiment de cuirassiers ; 4^e prix, lieutenant de Soult, 3^e régiment de chasseurs ; 5^e prix, lieutenant Lebr, 9^e régiment de cuirassiers ; 6^e prix, lieutenant Lebr, 9^e régiment de cuirassiers.

Prix des Maréchaux, handicap-officiers, 1.100 fr. de prix. — 1^{er} prix, lieutenant Pételaborde, 6^e groupe à cheval ; 2^e prix, lieutenant de Soult, 3^e régiment de chasseurs ; 3^e prix, lieutenant Lebr, 9^e régiment de cuirassiers ; 4^e prix, lieutenant de Soult, 3^e régiment de chasseurs ; 5^e prix, lieutenant Lebr, 9^e régiment de cuirassiers ; 6^e prix, lieutenant Lebr, 9^e régiment de cuirassiers.

Prix des Maréchaux, handicap-officiers, 1.100 fr. de prix. — 1^{er} prix, lieutenant Pételaborde, 6^e groupe à cheval ; 2^e prix, lieutenant de Soult, 3^e régiment de chasseurs ; 3^e prix, lieutenant Lebr, 9^e régiment de cuirassiers ; 4^e prix, lieutenant de Soult, 3^e régiment de chasseurs ; 5^e prix, lieutenant Lebr, 9^e régiment de cuirassiers ; 6^e prix, lieutenant Lebr, 9^e régiment de cuirassiers.

Prix des Maréchaux, handicap-officiers, 1.100 fr. de prix. — 1^{er} prix, lieutenant Pételaborde, 6^e groupe à cheval ; 2^e prix, lieutenant de Soult, 3^e régiment de chasseurs ; 3^e prix, lieutenant Lebr, 9^e régiment de cuirassiers ; 4^e prix, lieutenant de Soult, 3^e régiment de chasseurs ; 5^e prix, lieutenant Lebr, 9^e régiment de cuirassiers ; 6^e prix, lieutenant Lebr, 9^e régiment de cuirassiers.

Prix des Maréchaux, handicap-officiers, 1.100 fr. de prix. — 1^{er} prix, lieutenant Pételaborde,

Demandez avec votre vin blanc "FRAISE-BY" P. PIOT Distillateur COSNE (NIÈVRE) votre vermouth, une

VENTES

MOTEUR GARDNER
gaz ou essence. Carburateur Solex 6 à 8 HP. Très bon état. Cause électrification.
Ecrire à M. FABIEN-CHAU-
NET, à Fours (Nièvre). 6142

AUTOMOBILE 12 HP
PEUGEOT
torpédo 4 places, 2 strapontins, type colonial, sortant de la carrosserie, état neuf, très peu roulé, prix avantageux.
8-10 HP BRASIER

2 cylindres, double phatton, 4 places parfait état, bas prix.
FORD TOURISTE
parfait état, 5 roues Michelin. Etablissements CHALMET, à Prémery. (432)

FORD TORPEDO
très bon état de marche. S'adresser au bureau du Journal. 6289

FOUDRES
Chêne ovales, 550, 500, 600 litres, à 10 francs l'hecto. S'adresser, 36, boulevard Victor-Hugo, Nevers. 6242

4 Cuvées à Vin
Contenant environ :
1.400 litres :
1.600 litres :
2.400 litres :
3.600 litres :
A vendre ensemble ou séparément.
S'adresser chez M. JOHNSON à Marzy, près Nevers. 6026

CHASSIS FORD
neuf, pour torpédo ou camionnette 500 kg. Pneus câblés Michelin.
LEVYELLE, 6, rue de Nièvre, Nevers. 6357

POIN SUR PIED
1. Pré de 4 hectares.
2. Pré de 2 hectares.
3. Pré de 1 h. 3.
S'adresser à M. RACLIN, à Saint-Parize-le-Châtel (Nièvre). 6380

PERSONNEL
ON DEMANDE :
MOULEURS ET NOYEAUTEURS
S'adresser aux fonderies de bronze CARRIN et CACHOUX Frères, à Mantes-sur-Seine. 6327

COMPTABLE ET VOYAGEUR
sérieux, demandé par Usine, près Nevers. Situation d'avenir. S'adresser au bureau du Journal. 6069

Société Cosnoise de Matériaux de Construction
Le problème de la CONSTRUCTION MODERNE trouve sa solution dans l'emploi de

Matériaux modernes
Parmi ceux-ci, l'AGGLOMERE vient en toute première ligne. Messieurs les ARCHITECTES, ENTREPRENEURS et PROPRIETAIRES sont informés que la SOCIÉTÉ COSNOISE DE MATERIAUX DE CONSTRUCTION, est actuellement en mesure de fournir :

BLOCS PLEINS OU CREUX
TUILES CIMENT ROUGES, genre Montchanin (15 au mètre. Poids : 2 k 500)
PRIX DÉFIANT TOUTE CONCURRENCE
Adressez les demandes à M. l'ADMINISTRATEUR DELEGUE, 14, rue de Paris, à COSNE (Nièvre)

AU Pêcheur Français
A. ROUSSEAU
17, rue Ferdinand-Gambon, NEVERS
La plus grande Spécialité d'Articles de Pêche du Centre
TOUT CE QU'IL FAUT AU PÊCHEUR

A qualité égale
Prix défiant toute concurrence
Téléphone 4-73

STOCK IMPORTANT
Sulfate de cuivre cristallin 98/99 de pureté
Soufre sublimé garanti pur
Bouillie cuprique 60/65
Engrais chimiques et organiques
Machines agricoles
Ficelle lieuse « Sisal »

à Entrepôt Agricole
L. BOUZITAT La Charité (Nièvre)
Téléphone, 73

UN FORGERON EN VOITURES
S'adresse aux établissements SIMPÈRE, à la Jonction, Nevers. 6324

UN MENAGE
cuisinière, bon jardinier, ou une cuisinière.
S'adresser à M. VITOUX, 36, rue Ambroise, Côté, TROYES. 6263

TOURNEURS ET LIMEURS
sur métaux.
S'adresser aux Fonderies de bronze CARRIN et CACHOUX Frères, à Mantes-sur-Seine. 6326

COURTIER
Pour visiter cultivateurs, travail assuré toute l'année.
S'adresser à M. GENEST, semenciers et engrais, à Châteaubriant (Loire-Inférieure). 6245

JEUNE HOMME
de 13 à 14 ans, pour magasin en gros, à Nevers.
S'adresser au bureau du Journal. 6352

BON OUVRIER
MONTEUR ELECTRICIEN
Pressé
S'adresser : Maison ROUQUETTE, 4, rue des Ecoles, La Charité-sur-Loire (Nièvre). 6353

DIVERS
Importante maison de semences sélectionnées du Nord.
AGENTS SÉRIEUX et ACTIFS
S'adresser au bureau du Journal. 6358

DIRECTION départementale
concession exclusive de vente produit grande nécessité, vendant à 1 h. actif disposant tout petit capital. Ecrire Etablissements Céramique, 112 et 114, rue Truffaut, Paris. 6171

Maison de Champagne incienne, faisant prix très avantageux, demande
REPRÉSENTANT
pour la Nièvre. Préférer dernier référents.
S'adresser au bureau du Journal. 6154

Importante maison en vins du Centre, ayant bureaux dans le Midi, cherche un
REPRÉSENTANT SÉRIEUX
actif, bien au courant du métier, ou voyageur ayant clientèle, pour visiter le commerce de gros de la région.
S'adresser au bureau du Journal. 6176

Automobiles De DION-BOUTON
Ne sont pas des Voiturettes
mais des voitures confortables souples et rapides

VÉHICULES INDUSTRIELS
de 500 à 5.000 kilos de charge
AGENT GENERAL
J. PETITIMBERT, à CLAMECY

VIN BLANC EXTRA
CRISTAL POUILLY
HUET FRÈRES

RASEZ-VOUS VOUS-MÊME
Pour être bien rasé et avoir du plaisir à le faire n'hésitez pas, achetez votre rasoir chez
L. HÉBRAL
NEVERS - 5, Rue Ferdinand-Gambon, 5 - NEVERS

COUPELIER-FABRICANT dont la réputation est bien connue, par la FINESSSE de ses TRANCHANTS INCOMPARABLES
Sa belle collection de RASOIRS ORDINAIRES ET DE SURETÉ DE QUALITÉ SUPÉRIEURE, vous permettra de faire votre choix très facilement.
Maison de confiance absolue

Fournitures pour Usines
APPAREILLAGE ÉLECTRIQUE
Câbles, Fils isolants, Moulures, Moteurs et Dynamos
COURROIES
en BALATA, COTON, CUIR et POIL de CHAMEAU
Garnitures de Presse-Etoupes en Amiante, Chanvre, Coton et Caoutchouc

Huiles et Graisses
Pour décollage Transmissions et Moteurs
ORGANES DE TRANSMISSION
Arbres, Bagues, Manchons, Paliers, Poulies bois et fer
PETIT OUTILLAGE
ALESOIRS, FILIÈRES, FRAISES, TARAUDS, etc.
J. TROTOUX, 2, Place de la Foire, NEVERS
MAISON PRINCIPALE À PARIS

Situation d'Avenir
Courtiers, hommes et dames, sont demandés par importante Société, sans connaissances spéciales. Débutants mis au courant et professionnels avantageux. Gain assuré par fixe 500 par mois et fortes commissions.
S'adr. à M. PANASSIERE, 2, Bd. de la République, à Nevers. 6189

Los Reines de la Route sont en vente à
La Bicyclette Moderne
L.-B.-M. Thomann, Humber, Rover, Bianchi, Gladiator, Lahor, Armor, Choher, Tigra, garantie 5 ans.
Depuis 290 fr.
Pneumatiques de marques, solides à 12.50
Chambres 5.50
Pompes 40 x 24, cuivre 4.75
Feux rouges. Depuis 1.40

ANCIENNE MAISON JEANNE
GRANDJEAN, successeur à Corbigny
Même Maison à LIMANTON (Nièvre)
LE CATALOGUE GUIDE DE L'ACHETEUR
EST ENVOYÉ GRATUITEMENT SUR DEMANDE

TUBERCULEUX QUÉRIS
à base d'ELIXIR D'EXTRACTS M. Gaston DECOUX, tailleur au Bon-Sourire, à Aïn (France), atteint depuis six mois d'une bronchite aiguë tuberculeuse au 2^e degré avec crachements de sang, douleurs aiguës à l'omoplate droite, fatigue à la marche et au réveil, essoufflement, soulagé en trois mois, guéri en onze mois (14 mars 1921) et définitivement comme en fait foi l'attestation du 26 décembre 1921 : M^{me} Amélie Pichet, 11, rue Montbrun, Paris (14^e), atteinte depuis deux ans de tuberculose pulmonaire avec crachements de sang, amaigrissement, douleurs thoraciques, fièvre légère, guérie en 18 mois (en août 1919) et définitivement comme en fait foi l'attestation du 17 déc. 1921 : M^{me} BAZILE, à Targat, par Bon-neville-la-Mallet (Seine-Inférieure), atteinte depuis cinq mois de tuberculose pulmonaire avec très forte fièvre, sueurs nocturnes très abondantes, quintes de toux douloureuses, amaigrissement de 15 kilos, épuisement interdisant tout travail, améliorée en trois semaines, guérie en quatre mois, à rejoints ses forces, son embonpoint, peut travailler, comme en fait foi l'attestation du 26 décembre 1921 : M^{me} Dorelle CHAUVIN, à Dargères, près Douai (Nord), atteinte depuis cinq ans de tuberculose pulmonaire à la suite de 40 années de travail dans la mine, avec vomissements de sang, impossibilité de rester au lit, les éternuements l'obligeant à dormir dans le fauteuil, enflure des jambes, abondants crachats verts et jaunes, améliorée en 3 mois, guéri en onze mois (novembre 1919) et définitivement comme en fait foi l'attestation du 7 janvier 1921 : M^{me} Germaine ROBERT, 25, rue de la République, à Paris (14^e), atteinte depuis un an de congestion pulmonaire tuberculeuse avec forte fièvre continue, crachements de sang, extension des forces, améliorée en 3 mois, guérie en dix mois (décembre 1919) et définitivement comme en fait foi l'attestation du 7 janvier 1921 : M^{me} POULET, 14, rue Linois, Paris (16^e), atteinte depuis 14 mois de lésions tuberculeuses pulmonaires constatées à la radiographie à l'hôpital Boucicaut, avec amaigrissement, crachats sanguins, points de côté, amaigrissement, un peu de fièvre, améliorée dès le début du traitement, guérie en six mois (juillet 1919) et définitivement comme en fait foi l'attestation du 41 janvier 1922 : Le Dr DUREY, 3, Square de Messine, Paris, envoie gratis et franco, sur demande, sa Méthode Nouvelle de Traitement des Tuberculoses avec un questionnaire pour consultation par correspondance. Il expédie à domicile, par poste, un grand flacon d'ELIXIR DUREY, contre 12 fr. en mandat-carte. Consultations, 6, Square de Messine, Paris, tous les jours, non fériés, de 10 h. à 11 h. et de 14 h. à 16 h.

Machines agricoles
la FRANCE & DEERING
TRACTEURS INTERNATIONAL 8-16 HP
TRACTEURS TITAN 10-20 HP
FICELLE LIEUSE PURE SISAL
ECREMEUSES PAR WEST

LIBAULT FRÈRES A PLAGNY (Nièvre)
Téléphone 2
Ateliers mécanique pour effectuer toutes réparations de machines agricoles et industrielles
Matériel de battage, etc...
TRAVAIL SOIGNÉ - PRIX MODÉRÉS

COMPAGNIE DES Mines d'Ostricourt
(Pas-de-Calais)
Spécialité d'Anthracite
pour Chauffage central et Moteurs à gaz pauvre
PRIX D'ÉTÉ
AGENT :
Antonin DURAND
6, Rue du Rempart, NEVERS

On peut gagner 500.000 fr.
250.000 fr. - 200.000 fr. - 100.000 fr., etc.
avec VINGT francs en achetant une OBLIGATION à LOTS payable 20 francs par mois
Ville de PARIS 1912 - FONCIÈRE 1909 COMMUNALE 1912 : Tirages tous les mois PANAMA à LOTS : Tirages tous les 3 mois
N^o délivré de suite avec renseignements
Adressez 1^{er} versement de 20 francs, à M. le Directeur du CRÉDIT UNIVERSEL, 3, place Bourse, MARSILLE

ASSURANCES DE TOUTE NATURE
A. VIEUCHANGE
Annot, Assureur-Conseil
2, Place Saint-Laurent, 2
DIRECTEUR PARTICULIER DE LA CONFIANCE (Incendie et Grêle) LE SECOURS (Accidents) - LA MINERVE (Vol)
Direction et placements de tous risques aux meilleures Compagnies Françaises et Étrangères.
Assurances sur la vie à toutes Compagnies au choix du proposant.

ÉTABLISSEMENTS SIMPÈRE
3, Quai de la Jonction, NEVERS (Tél. 107)
Construction de véhicules agricoles
TOMBREAUX, CHARIOTS, CHARRETTES
ACHAT DE BELLES GRUMES CHÊNE ET ACACIA

SI VOUS VOULEZ VENDRE OU ACHETER UN FONDS DE COMMERCE
Une Industrie, Un Immeuble
ADRESSEZ-VOUS À L'Agence Centrale de la Nièvre (20^e année) NEVERS
LOUIS ALEXELINE, R. Hoche, 14
Ancien P^{al} clerc de notaire

HERNIEUX
Malades et Blessés
Si vous voulez des appareils sérieux ne gênant pas et assurant un soulagement complet
Adressez-vous au seul spécialiste fabricant de Nevers et de toute la Région

Th. ARCHIMBAULT
Herboriste - Bandagiste-Orthopédiste
SPÉCIALISTE HERNIAIRE
Médaille d'or. - Diplôme de la Faculté de Médecine
30-32, rue du Commerce et place Mancini - NEVERS

Bandages herniaires - Bas varices
Ceintures médicales tous modèles - Corsets pour toutes déformations
Tous les Appareils d'Orthopédie et Prothèse
Maison Spéciale D'HERBORISTERIE

Liquidation des Stocks américains
CAMP DE MARS-SUR-ALLIER
Ouverture des VENTES en gros et au détail
de 8 heures à midi et de 13 h. 1/2 à 18 heures tous les jours

LITS, SOMMIERS, OREILLERS, COUVERTURES, CUISINIÈRES
POÊLES, MATÉRIEL DE CUISINE
Étude pour désinfection, moteurs à essence, groupes électrogènes, matériel électrique et téléphonique, bidons à essence 50 et 200 litres, tuyaux caoutchouc ; Baraquements en bois et en briques, toitures pour hangars, portes et fenêtres, briques et pierres pour construction, carton ruberoid d'origine extra pour couvertures, extincteurs d'incendie, lampes à souder.

CYCLES & AUTOMOBILES - CYCLES "ANSONIA"
L. TAILLOT 5, Place Mossé, 5
NEVERS
Camion G. M. C. 2 tonnes
Chassis G. M. C. 2 tonnes
Pièces G. M. C. 2 tonnes
Pièces DODGES et de toutes voitures américaines
La Maison se charge de l'achat dans les camps pour les clients, de tous véhicules et accessoires

ATELIERS PONCEAU
SAINT-BENIN-D'AZY (Nièvre)
LIVRABLE DE SUITE :
Voitures à Bestiaux
VOITURES EQUARRISSAGE
Essieux coudés
Bois secs débités toutes dimensions

ÉTABLISSEMENTS SIMPÈRE
3, Quai de la Jonction, NEVERS (Tél. 107)
Construction de véhicules agricoles
TOMBREAUX, CHARIOTS, CHARRETTES
ACHAT DE BELLES GRUMES CHÊNE ET ACACIA

SI VOUS VOULEZ VENDRE OU ACHETER UN FONDS DE COMMERCE
Une Industrie, Un Immeuble
ADRESSEZ-VOUS À L'Agence Centrale de la Nièvre (20^e année) NEVERS
LOUIS ALEXELINE, R. Hoche, 14
Ancien P^{al} clerc de notaire

MAISON DONY 14, Rue des Arènes
BOURGES
Pour les Fêtes : Voir nos articles légers
Pour Garçonnettes : Costumes coutil depuis 15 fr.
Pour Hommes : Complets coutil depuis 39 fr.